

La gauche: une **longue** **histoire** qui se **poursuit**

Dans son dernier livre ⁽¹⁾, Gilles Candar explique que la gauche française a connu de nombreuses divisions mais qu'elles ne l'ont jamais empêchée d'avoir un patrimoine commun et de se rassembler dans des moments clés. Qu'en est-il aujourd'hui ? Et en quoi l'histoire de la gauche concerne-t-elle la LDH ? L'historien répond.

Il y a eu des courants liberticides au sein de la gauche, soutenant par exemple le stalinisme ou des répressions coloniales, et aussi après 1945 ou lors de la guerre d'Algérie, des défenseurs des droits qui ne se reconnaissaient pas dans les partis de la gauche. La LDH a eu des rapports divers avec ces derniers. Est-elle concernée par votre réflexion sur la gauche ?

Même si les forces de gauche ont été plus souvent divisées qu'unies, certains éléments ont toujours recherché un dialogue et une coopération. En 1898, quand la Ligue des droits de l'Homme a été fondée, divers courants de l'époque se sont retrouvés en son sein. Des libertaires ou anarchistes, des socialistes, des radicaux, des modérés réformistes ou conservateurs sur le plan social, tous se rassemblaient sur la problématique des droits ; y compris des socialistes allemands, réticents à l'unification des socialistes alors en chantier ; y compris quelques catholiques comme le rédacteur des premiers statuts de la LDH, Paul Viollet, même si la séparation des Eglises et de l'Etat et la laïcité des institutions publiques, d'ailleurs, mises en œuvre par des majorités parlementaires comparables, sont vite devenues des bases communes fortes pour la LDH comme pour toute la gauche. On pourrait même dire que la Ligue forgea une bonne part des valeurs, principes, limites mêmes de la gauche, telle qu'on l'entendait à cette époque.

La LDH a toujours été le lieu où se retrouvaient la plupart des courants opposés de la gauche, ce qui n'allait pas sans tensions internes. Elle entra en conflit avec la logique prioritaire de défense de l'ordre par le gouvernement Clemenceau, connu ainsi une première grave crise interne, mais sans ostraciser le radicalisme, et son orientation fut plutôt approuvée ensuite par l'ensemble de la gauche. Même après le congrès de Tours en 1920, la LDH,



qui avait dénoncé la dissolution par le pouvoir bolchevik de l'Assemblée constituante en Russie, ne rejeta pas les communistes, ce fut l'Internationale communiste qui fit pression pour que le PCF interdise à ses membres d'appartenir aussi à la LDH. De son côté, la Ligue joua un rôle important dans le rapprochement entre radicaux, socialistes et communistes et elle accueillit dès 1937 à son Comité central des communistes comme Julien Racamond ⁽²⁾. Certains de ses militants ont joué de manière diffuse un rôle de rassembleurs de la gauche non communiste dans la Résistance. Dans les années 1950, elle a dénoncé les violations des libertés en URSS et dans les pays sous son influence, tout en se gardant de céder au discours anticommuniste qui prévalait lors de la guerre froide, puis, à partir de 1958, elle a rassemblé des militants de gauche qui étaient partisans d'une « reconstruction de

la gauche » et opposés à la guerre d'Algérie qui s'était développée sous un gouvernement dirigé par la SFIO.

La LDH, bien qu'association non partisane, s'inscrit donc depuis cent-vingt-deux ans dans l'histoire de la gauche française et elle est concernée par la réflexion sur son histoire, son présent et son avenir.

Vous montrez dans votre livre que, si la gauche française a toujours connu en son sein des divisions et des débats, ses différents courants ont néanmoins toujours partagé certaines références communes.

Les divisions sont anciennes en effet : réformistes, révolutionnaires, libéraux, collectivistes, etc. Lors de la Commune de Paris, la gauche française était profondément divisée. Du côté des Versaillais se trouvèrent non seulement des républicains comme Jules Ferry, mais même des socialistes ou des Internationaux (Louis Blanc, Tolain...) ne suivirent pas les Communards. Au-delà du massacre, il est important de voir que le recours au suffrage universel – pensé alors par tous comme masculin... – est une référence commune. Certains voient dans l'Assemblée nationale la légitimité car elle est sortie des urnes et, en face, les Communards

(1) *Pourquoi la gauche ? De la Commune à nos jours*, paru aux Puf en février 2022.

(2) Tout cela bien sûr est décrit et expliqué en détail dans la thèse de notre ami commun Emmanuel Naquet, mais, dans mon livre volontairement synthétique, j'ai veillé en effet à ce que le rôle de la LDH soit mentionné.



« “Les hommes qui se combattent servent souvent la même cause”, a écrit un jour Jaurès. Les courants de la gauche française, même lorsqu’ils s’opposent, ont des références communes, comme l’indépendance nationale, la liberté des peuples, la justice et la dignité humaine. »

parisiens organisent des élections pour établir la leur. Des différences apparaissent dans la mise en œuvre du suffrage, certains combattent l’organisation trop rapide d’élections, les blanquistes pensent que la diffusion de l’instruction publique est un préalable à l’exercice du suffrage universel... Les débats sont alors nombreux, mais le principe universel accepté, et c’est fondamental. Il s’imposera pour établir la loi commune.

« *Les hommes qui se combattent servent souvent la même cause* », a écrit un jour Jaurès. Honnir le « réformisme » ou exalter la « révolution », tout comme l’inverse, n’a pas grand sens. Les courants de la gauche française, même lorsqu’ils s’opposent, ont des références communes, comme l’indépendance nationale, la liberté des peuples, la justice et la dignité humaine. Ils regardent tous « *au-delà des frontières* » et prennent en compte « *l’humanité* », « *même si celle-ci n’existe pas ou à peine* », comme l’écrivait encore Jaurès dans le premier numéro, du 18 avril 1904, du journal qu’il a fondé et nommé précisément *L’Humanité*. Cela a des conséquences : « Pas d’ennemis à gauche ! », lança un jour le radical René Renoult... L’amnistie des Communards en 1880, mais aussi une bonne part de notre législation sociale, laïque ou républicaine, s’est faite ainsi. Les exemples abondent, souvent par l’union, gage de l’efficacité, même si elle n’est que partielle ou circonstancielle.

Il s’est produit en 1920, au congrès de Tours, une fracture profonde au sein du socialisme français, entre le courant qui a constitué la SFIO puis le PS et celui qui a formé le PCF et avait pour référence l’URSS. Trente ans après l’effondrement du régime soviétique, peut-on dire que cette fracture, qui était vive au plus fort de la guerre froide, de 1947 aux années 1960, est désormais caduque ?

En grande partie, oui, mais pas totalement. Pour moi, on ne peut pas réduire le PCF à son rôle de défenseur du régime soviétique, ce qu’il était bien sûr, mais s’il n’avait été que cela, il n’aurait pas été bien loin. J’ai essayé de montrer aussi comment le PCF avait été partie prenante et parfois à la pointe de bien des combats sociaux et politiques de la gauche. Quand il se réduisait au bolchevisme doctrinal, il se marginalisait. Le phénomène a existé aussi pour l’extrême gauche des années 1960 et 1970, qu’il ne faut pas réduire à ses seules disputes théoriques entre trotskistes,

maoïstes, anarchistes et autres. Ce n’est pas cela qui a compté et qui restera en tout cas.

Aujourd’hui ces formations existent toujours, mais la question des « modèles » étrangers (URSS, Chine, Cuba, Vietnam, Chili ou Venezuela) ne se pose plus guère. La discussion, parfois contradictoire, voire conflictuelle, concerne à la fois la France, l’Union européenne et la planète, menacée de lourdes évolutions climatiques. Cela cadre mieux le débat, avec un accord général (ou presque) sur la République sociale, écologique, démocratique, laïque et indivisible. On se dispute sur la place des adjectifs, et bien sûr encore pas mal sur les contenus, mais le rôle de la République est d’organiser les désaccords, pas de les récuser ou de faire semblant qu’ils n’existent pas. En tout cas, le modèle républicain, une loi commune et une démocratie pluraliste sanctionnée par le suffrage, jadis et encore naguère souvent récuse, me semble avoir triomphé, même dans la gauche la plus radicale.

La gauche, tout comme la République et la société française, ont connu un moment décisif lors de l’affaire Dreyfus. Ce fut, grâce notamment à Jaurès et à la LDH, une prise de conscience de la nécessité de ne plus tolérer l’antisémitisme. Mais Jaurès n’a pas réussi à rallier les socialistes dans son évolution vers l’anticolonialisme. Plus tard, seul le PSA-PSU a dénoncé le discours colonial. Au XXI^e siècle, la gauche ne doit-elle pas rompre enfin clairement avec cette idéologie coloniale ou néocoloniale qu’elle a souvent, depuis le XIX^e siècle, tolérée ou reprise ?

Deux choses qui sont liées. L’affaire Dreyfus constitue en effet un moment fondamental pour la construction intellectuelle de la gauche française. C’est un moment d’élargissement incontestable où le socialisme prend conscience qu’il doit prendre en compte l’humanité souffrante dans sa totalité, et ne pas se limiter dans sa protestation à ses premiers domaines d’intervention, politique, laïque ou social. Un officier bourgeois et juif comme Dreyfus devient « *exemplaire de l’humaine souffrance* », comme dit Jaurès. De fait, désormais, la gauche dans son ensemble rompt avec l’antisémitisme. Cela ne règle pas tout, mais cela construit une impossibilité. Il n’est plus possible de tenir un discours antisémite et en même temps de se réclamer de la gauche. Au moins pour l’essentiel et sur le long terme.

Cette prise en compte de l’universalité devrait saper le colonialisme dans son principe. C’est ce qu’avait bien vu et exprimé Clemenceau en 1885 dans sa controverse avec Jules Ferry, que vous avez naguère étudié⁽³⁾ ; c’est ce que perçoit bien Jaurès en effet, jadis colonial, dans son évolution vers ce qu’on appellera l’anticolonialisme (c’est un terme du XX^e siècle) et la découverte du pluralisme culturel⁽⁴⁾. Mais en effet, ce n’est pas ce qui se passe dans l’ensemble de la société française. Au contraire, le radicalisme, puis une bonne part du socialisme, en tout cas de la gauche française, se convainquent du caractère globalement positif de la

(3) Dans 1885 : *Le Tournant colonial de la République*, La Découverte, 2007.

(4) Pour reprendre une expression qu’affectionnait Madeleine Rebérioux.

(5) Citons au moins le politiste Rémi Lefebvre avec *Faut-il désespérer de la gauche ?*, Textuel, 2022.

(6) Et cela doit faire bien longtemps qu’aucune revue communiste n’ose espérer les atteindre. On sait que la France insoumise contourne, avec efficacité, ces problèmes, même si elle les retrouvera un jour ou l’autre.



© DR

« L'anticolonialisme et même le réformisme colonial ont existé à gauche, mais ils ont été contrecarrés et le plus souvent impuissants. La décolonisation a été contrainte et insuffisamment voulue. Cette histoire pèse encore sur notre présent. »
(Gilles Candar)

colonisation. L'anticolonialisme et même le réformisme colonial existeront à gauche, mais seront contrecarrés et le plus souvent impuissants. La décolonisation sera contrainte et insuffisamment voulue. Cette histoire pèse encore sur notre présent. Il n'existe pourtant pas de fatalité ou de malédiction éternelles, mais il faut commencer par connaître et comprendre son histoire pour pouvoir la dépasser et construire du nouveau, quelque chose comme « l'Aréopage des peuples », pour une fois encore citer un peu Jaurès.

La LDH, bien qu'elle n'intervienne pas dans la vie partisane, a joué dans son histoire un rôle important dans la gauche. A partir de 1934, elle a contribué à former le Rassemblement populaire. Pourrait-elle avoir aujourd'hui un rôle à jouer dans une forme de renaissance, de reformulation et de rassemblement de la gauche ?

On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve ! Dans l'exposition qu'Emmanuel Naquet et moi avons préparée pour La contemporaine, nous essayons d'expliquer le passage d'une Ligue « monument constitutif de la République » à une association généraliste, parfois coordinatrice de combats contemporains, en

tout cas partie prenante. Mais la Ligue n'est pas la seule à avoir changé ! Les partis ont été la réalité forte de la politique au cours du siècle précédent. Ils sont aujourd'hui en crise, très affaiblis. Et, en même temps, chacun voit les dangers de l'absence de toute organisation, les limites des mouvements ou rassemblements circonstanciels, les questions de démocratie qui se reposent et qu'il faut à nouveau traiter, avec des réponses diverses et contradictoires⁽⁵⁾. Longtemps, la Ligue a eu le mérite historique d'offrir un espace commun aux débats de toute la gauche, et elle pourrait chercher à continuer de jouer ce rôle. Mais le veut-elle ? En tout cas, son travail et ses analyses doivent bien sûr trouver le moyen d'irriguer les reformulations nécessaires de la gauche. Elle dispose de divers outils, dont sa revue d'ailleurs, dont elle pourrait avoir davantage de fierté. Plus de trois-mille abonnés ! Dans toute son histoire, *La Revue socialiste* (qui ne paraît plus) n'a jamais approché ce chiffre⁽⁶⁾... La Ligue a donc tous les moyens pour dire son mot dans les débats constitutifs de la ou des gauches de demain. ●

**Propos recueillis par Gilles Manceron,
membre du Comité national de la LDH**

« Longtemps, la Ligue des droits de l'Homme a eu le mérite historique d'offrir un espace commun aux débats de toute la gauche. Elle pourrait chercher à continuer de jouer ce rôle. »